

supérieur d'Uskub en fut informé immédiatement et ordonna par télégraphe son arrestation. Le 25 juin/8 juillet, on le réveilla à trois heures du matin et on lui donna dix minutes pour se préparer à partir pour Monastir. A peine put-il prendre avec lui une chemise et un pardessus. A Monastir, le même préfet, M. Douchane Alimpits, lui joua la même scène. On lui apporta les livres de la loi. On le questionna, on lui lut un protocole où l'on concluait à l'existence d'un Comité révolutionnaire formé pour préparer une rébellion contre les autorités serbes, et l'on accusa M. Auxentius d'en être le président en chef, et M. Boris, le chef adjoint. Les membres, c'étaient les coadjuteurs de l'archevêché, les inspecteurs, les secrétaires, les prêtres, les maîtres d'école, les notables. En vain, M. Boris tâcha-t-il de prouver que cette accusation n'était que le fruit d'une imagination trop fertile. M. Alimpits répéta les mêmes accusations de « trahison » méritant la peine de mort par fusillade, etc., puis il témoigna son désir le plus vif de voir M. Boris sauvé de la mort imminente, et il sortit de sa poche un papier écrit en serbe. M. Boris y lut un projet de déclaration qui est à retenir : depuis le commencement de la guerre fratricide, il considérait sa mission comme achevée ; il renonçait volontairement à la dignité de métropolitain exarchiste du diocèse d'Okhrida, et il demandait un permis pour se rendre à Salonique ainsi qu'un garde pour l'accompagner. — M. Boris répondit que toute la population bulgare du diocèse l'avait choisi pour son chef spirituel ; qu'il ne pouvait sous aucun prétexte renoncer à sa charge ; qu'il considérait cette demande comme une violence et qu'une telle déclaration ne saurait avoir de valeur, même pour le but qu'on poursuivait. Le préfet, irrité, répéta l'ordre en ajoutant que c'était le désir du commandement supérieur et que, en cas de refus, tout était prêt pour déferer l'archevêque à une cour martiale et pour l'immoler comme traître aux intérêts de l'Etat.

« Quant à moi », déclara M. Boris à la Commission Carnegie, « je me suis rappelé le sort des victimes tuées sans laisser de trace : la mort du maître d'école Lutvie (qui a été tué par les militaires à Prilèpe, après un banquet où il avait osé vanter l'armée bulgare et avait prononcé un toast au roi Ferdinand) ; et celle du citoyen de Monastir, Stamboldjiev, sacrifié avec toute sa famille. Je me suis rappelé ensuite l'inhumanité de ces scélérats qui ont forcé leur propre archevêque, Michel, à quitter son diocèse. Je me suis rappelé également que c'étaient des hommes qui ne plaisantaient pas, mais qui mettaient en pièces leurs princes et leurs rois, et... avec une grande amertume, en ressentant en mon âme une grande humiliation, j'ai suivi l'ordre de cette brute de chef que je ne pouvais pas faire révoquer. » Le 26, M. Boris partit pour Salonique et y rejoignit M. Auxentius. Deux jours plus tard, le coadjuteur de l'archevêché de Dibt, l'évêque Hilarion, de Nichava, y arrivait après eux. Il fut moins heureux que ces derniers, puisqu'à